

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/W/117

16 juin 2003

(03-3142)

---

## Comité du commerce et du développement

### SERVICES DE CONSULTATION SUR LES POLITIQUES COMMERCIALES

#### Note du Secrétariat

1. La présente note est établie compte tenu de l'engagement pris par le Secrétariat à la 44<sup>ème</sup> session du Comité du commerce et du développement d'élaborer, à l'intention des Membres, une note d'information sur l'initiative du Directeur général visant à créer des "services de consultation sur les politiques commerciales" (services de consultation).

#### A. DÉFINITION ET OBJECTIFS

2. L'objet des services de consultation est d'aider à répondre aux questions de politique commerciale identifiées par les Membres et à poser des diagnostics et formuler des recommandations pratiques sur la façon de les traiter. Les services de consultation permettront de remédier aux lacunes de l'assistance technique planifiée et de répondre aux types de questions qui ne sont pas couvertes par nos activités actuelles. Grâce à eux, le Secrétariat disposera aussi d'un mécanisme pour faire face rapidement et avec souplesse aux crises ou besoins d'assistance technique urgents en cours d'année. Comme ces services seront orientés par la demande, ils seront conçus pour répondre aux préoccupations spécifiques du Membre requérant. Un service de consultation pourrait, par exemple, consister à examiner des questions se rapportant à l'élaboration des politiques commerciales du bénéficiaire et voir comment renforcer les différentes étapes du processus. À cet égard, il pourrait déterminer dans quelle mesure le Membre en question est capable d'identifier ses intérêts commerciaux stratégiques de manière effective compte tenu de sa stratégie globale de développement ou de gérer le processus d'élaboration des politiques sur le plan interne et au niveau international. Un service de consultation pourrait aussi, par exemple, étudier la mise en œuvre effective des obligations internationales et la façon dont elles sont traduites dans la législation intérieure, le respect des prescriptions en matière de notifications et la capacité des organismes chargés de l'exécution des lois, des administrations douanières et des organismes de normalisation. Il pourrait aussi aider les Membres qui demandent ce type d'assistance à procéder à une évaluation préliminaire de leurs besoins en matière de coopération technique et de renforcement des capacités. Le cas échéant, les diagnostics et recommandations découlant des services de consultation seront intégrés au processus ordinaire de formation/d'assistance technique de l'OMC.

#### B. BÉNÉFICIAIRES

3. La réponse du Secrétariat à une demande de service de consultation dépendra des ressources disponibles. Une approche régionale aura la préférence dans les cas où plusieurs Membres de la région ont des problèmes ou préoccupations similaires. En outre, la coordination sera assurée avec les activités existantes d'assistance technique et de renforcement des capacités, comme le Cadre intégré et le JITAP. Cela aidera à éviter les doubles emplois et à optimiser l'utilisation des maigres ressources du Secrétariat. Ainsi, un pays qui bénéficie déjà du Cadre intégré ou du JITAP ne devrait pas pouvoir demander un service de consultation. Cependant, un service de consultation pourrait donner lieu à une recommandation visant à inclure rapidement le bénéficiaire, s'il s'agit d'un PMA, dans le

programme du Cadre intégré. Les travaux initiaux seraient alors incorporés dans les études diagnostiques plus globales du Cadre intégré (Études diagnostiques sur l'intégration du commerce).

4. Au départ, les services de consultation seraient destinés en priorité à trois groupes:

- Les pays qui sortent d'une crise ou d'un conflit et doivent repartir de zéro pour reconstruire leur régime commercial.
- Les pays en transition qui ont besoin d'urgence d'une aide pour l'élaboration de lois et de politiques commerciales axées sur le marché.
- Les petites économies qui se heurtent à des problèmes très spécifiques.

C. MODALITÉS/MISE EN ŒUVRE

5. L'Institut de formation et de coopération technique coordonnera, administrera et offrira les services de consultation, en coopération avec la Division de l'examen des politiques commerciales et la Division du développement. Le personnel d'autres divisions pourra aussi être invité à participer à une mission de consultation, en fonction des besoins définis par les bénéficiaires. Les équipes constituées pour ces missions seront généralement très petites et leur composition sera flexible étant donné la nature spécifique de l'activité.

6. Le Secrétariat a déjà une expérience considérable de l'évaluation des politiques et pratiques commerciales, en particulier de la conduite des examens des politiques commerciales. Les services de consultation utiliseront ces compétences et pourront établir des synergies avec les examens des politiques commerciales, comme cela est déjà le cas parfois.

7. C'est principalement au Membre bénéficiaire qu'il incombera de donner suite aux recommandations découlant des services de consultation. Compte tenu des problèmes de capacités de la plupart des bénéficiaires, le Secrétariat de l'OMC tiendra compte dans toute la mesure du possible des priorités identifiées par le bénéficiaire d'un service de consultation lorsqu'il préparera et mettra au point le plan annuel de formation/d'assistance technique ordinaire de l'OMC afin de bien le cibler et d'en accroître l'utilité.

8. Il sera possible de faire intervenir d'autres organisations internationales dont les compétences particulières sont en rapport avec les besoins du bénéficiaire en mobilisant leurs ressources et leurs connaissances en ce qui concerne à la fois la conduite des services de consultation, la formulation des recommandations et la suite donnée à celles-ci.

9. Le Secrétariat organisera très bientôt une consultation pilote sur les politiques commerciales afin de mettre ces idées à l'épreuve et d'acquérir une expérience pratique. Cela permettra d'affiner le concept et d'en développer les différents aspects opérationnels avant de resoumettre la question au Comité du commerce et du développement pour qu'il donne davantage d'indications.

---